

TROISIÈME PARTIE :

# L'ANALYSE MACROÉCONOMIQUE

Dans cette dernière partie consacrée à l'étude de l'évaluation des impacts macroéconomiques du secteur « assurance », il sera question : i) du poids macroéconomique dudit secteur, ii) des flux monétaires générés par la réassurance au niveau de la balance de paiements de notre pays, et iii) du problème internes constatés au niveau de la compagnie ARO ainsi que les solutions à proposer.

## **Chapitre I : L'INFLUENCE DE L'ASSURANCE AU NIVEAU MACROÉCONOMIQUE**

### **Section I : RAPPEL SUR LA SITUATION DE L'ANNÉE 2008**

#### **§1-Au niveau mondial**

L'année 2008 a été marquée par une crise financière qui s'est traduite par la faillite de plusieurs banques, effondrements des bourses et s'est finalement propagée dans le monde.

#### **§2- Au niveau national**

D'une manière générale, Madagascar a été relativement épargné par la crise financière et boursière en raison de son éloignement géographique des points focaux des marchés (Europe, Amérique, Asie) et de sa faible connexion à ces derniers. Toutefois, des menaces sérieuses guettent l'économie locale car l'industrie textile des zones franches dépend fortement des commandes de l'extérieur (Europe, USA). La hausse de la production vivrière locale a protégé la Grande Ile de la crise alimentaire, et ce, en dépit des dégâts cycloniques.

La réalisation des investissements miniers a suivi son cours normal et divers projets pétroliers sont en train de se mettre en place.

L'indicateur de l'année 2008<sup>1</sup> :

- Croissance du PIB : 7,1%.
- Taux d'inflation : stable à 10,1%.
- Taux directeur de la banque centrale de Madagascar : maintenu à 12 %.
- Taux de placement en Bon du trésor : en baisse avec un plancher de 5,71%.
- Change : dépréciation de l'Ariary de -0,99% par rapport à l'euro et de -4,12% par rapport au dollar US.

Enfin, l'année 2008 s'est achevée par le début de la crise politique actuelle.

#### **§3-Au niveau du secteur d'assurance**

Le contexte n'a cessé d'évoluer avec une concurrence de plus en plus rude. Outre les concurrents habituels présents depuis des années dans le secteur, les deux nouvelles compagnies ont commencé à renforcer leur assise par la mise en

---

<sup>1</sup> Source : rapport administratif de la compagnie ARO, 2008

place progressive de représentants dans les grandes villes hors de Tananarive. En 2008, l'une d'entre elles a procédé à la réhabilitation de son siège social sis à Tsaralalana et vient récemment de s'y installer avec une bonne visibilité. Par ailleurs, la présence effective des courtiers agréés, dont des anciennes agences générales d'assurance, a accentué la concurrence et provoqué une forte pression sur la « redistribution » du portefeuille clientèle.

#### **§4-Au niveau de la compagnie ARO**

Le Directeur Général, Monsieur Guy Rolland RASOANAIVO qui a assuré l'intérim depuis le mois d'août 2007 a été confirmé à son poste au mois de février 2008. L'équipe dirigeante a initié par deux fois une réorganisation au sein de la compagnie.

## **Section II : LA CONTRIBUTION DE LA COMPAGNIE ARO AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

### **§1- ARO au service de développement économique**

La sécurité procurée aux individus renforce l'économie nationale. Ainsi, l'assurance permet le développement des activités industrielles et socio-économiques. C'est donc un facteur de production, car l'indemnité est un coût de production après la survenance de sinistre.

Certains produits d'assurance sont obligatoires dans notre pays, par exemple, l'assurance responsabilité civile pour tout propriétaire d'un véhicule à moteur, l'assurance personnelle accident pour la délivrance d'une licence auprès du ministère des sports et l'assurance assistance pour le séjour à l'étranger. L'assurance favorise également l'utilisation des nouvelles technologies qui est indispensable pour le développement des secteurs d'activités et ces derniers deviennent de plus en plus présents dans notre vie. De l'agriculture en passant par l'éducation, la santé, l'administration, le commerce extérieur et enfin par le secteur financier jusqu'au niveau de l'aérospatiale, tous ces secteurs ont besoin de l'assurance. D'après Henry FORD<sup>1</sup> : « sans les assurances, il n'y aurait pas de gratte ciel, car aucun ouvrier n'accepterait de travailler à une pareille hauteur, en risquant de faire une chute mortelle et de laisser sa famille dans la misère ».

---

<sup>1</sup> *Henri FORD, fondateur des méthodes de production fordisme à partir de la première guerre mondiale.*

« Sans les assurances, aucun spécialiste n'investirait des millions pour construire de pareils building qu'un simple mégot de cigarette pour réduire en cendres ».

« Sans les assurances, personne ne circulerait... en voiture à travers les rues. Un bon chauffeur est conscient de ce qu'il court, à chaque instant, le risque de renverser un piéton ».

Ainsi, pour les entreprises les produits d'assurances agissent durant leurs activités ; c'est-à-dire avant l'exploitation, pendant l'exploitation et même après l'exploitation.

L'assurance vie est plus connue des gens lors de la contraction d'un prêt bancaire, puisqu'elle reste automatiquement incluse dans le contrat de prêt.

Tous les secteurs d'activités ont besoin de l'assurance, voici donc des exemples montrant que l'assurance est un facteur de production :

Les assurances des transports terrestres, aériens, maritimes favorisent la multiplication des échanges indispensables à l'économie moderne.

Et grâce à l'assurance vie, elle vient de relayer les formes classiques du crédit. En effet, l'organisme de crédit accorde le prêt à condition que l'emprunteur souscrive une assurance vie à son profit. Ainsi, pour réformer les systèmes bancaires et financiers, la réforme du système d'assurance est très importante pour pourvoir aux besoins des activités productives. La grande spécificité de l'assurance vie est qu'elle constitue un engagement à long terme c'est-à-dire elle concerne la durée de la vie humaine. Cette technique est très utilisée en matière d'acquisition immobilière.

## **§2- La contribution de la compagnie au secteur éducatif**

Au niveau de l'éducation, l'assurance rente éducation assure le financement des futures études supérieures qu'un jeune souhaite suivre. Ce financement permet de continuer les études vers les grandes écoles et enfin de préparer la vie professionnelle et active. Or, l'éducation est facteur déterminant de la croissance économique car il s'agit là d'un investissement en capital humain. En effet, l'éducation améliore la capacité des personnes à maîtriser leurs destins en renforçant leurs places dans la société et en contribuant directement à leur bien être social. L'éducation augmente également la capacité des personnes à intégrer le changement affectant leur environnement, et elle leur permet de changer de travail et de fournir ainsi une certaine protection contre la récession économique et les crises

financières. Enfin, d'une part, un homme instruit arrive à améliorer sa condition de vie et s'adapte facilement quel que soit le contexte et, d'autre part, il a la motivation de réussir dans la vie par l'effort au travail.

En bref, l'investissement en capital humain est crucial pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement.

### **§3- Le rôle joué par la compagnie dans le monde rural**

Au niveau du monde rural, les paysans ont du mal à surmonter les dommages aux cultures suite au passage des cataclysmes naturels. C'est ainsi que la compagnie offre aux paysans l'assurance récolte sur pieds pour se protéger contre les cyclones, l'inondation, la sécheresse, les grêles,...

Et comme nous le savons, malgré que plus de 80% de la population malgache soient des agriculteurs, il y a toujours une insuffisance de la production. Les raisons de celle-ci peuvent être dues, d'une part, par l'application de l'agriculture de subsistance ou agriculture traditionnelle c'est-à-dire la production agricole est totalement ou principalement destinée à la satisfaction des besoins des agriculteurs et d'autre part, par la peur de ces derniers de perdre leurs productions suite aux passages des événements imprévus. Alors, ce produit d'assurance va inciter les agriculteurs à augmenter leurs productions puisqu'il assure la nature, la variété et le calendrier des cultures.

A côté de ce produit, il y a l'« assurance mortalité de bétail » qui assure les animaux contre les épidémies comme la grippe aviaire, la peste porcine, la vache folle, etc.

Donc l'assurance a une place dans l'économie rurale puisqu'elle contribue au développement des activités des paysans telles que l'agriculture et l'élevage. Mais d'après le tableau 10 de la page 61, la prime concernant le risque agricole est presque nul, car les paysans malgaches ne connaissent pas leurs avantages dans le secteur assurance.

### Section III : LA VALEUR AJOUTÉE (VA)

La compagnie d'assurance ARO contribue à la formation du revenu national en dégagant une valeur ajoutée. Celle-ci est restée longtemps ignorée dans les systèmes de comptabilité nationale, car on la considérait uniquement comme une activité de transfert de ressources d'une catégorie de la population (les assurés non-sinistrés) à une autre (les assurés sinistrés).

On sait que, lorsqu'on cherche à mesurer la contribution productive d'un secteur économique à l'activité nationale, on ne peut s'en tenir au calcul du total de sa production, mesurée par le chiffre d'affaire (CA). Pour éviter les doubles emplois au niveau global, il faut calculer la valeur ajoutée de chaque secteur, est égal à la différence entre son chiffre d'affaire et le total de ses achats de biens et services intermédiaires.

De la même façon, on ne peut assimiler la contribution productive des assurances au total des primes encaissées ou au total des sinistres payés. Ces flux monétaires constituent la matière du service de l'assureur, de la répartition du coût des sinistres entre la collectivité des assurés.

Le service de l'assureur est celui d'un intermédiaire ; on ne peut donc le mesurer par son chiffre d'affaire, mais par la différence entre celui-ci et le montant des paiements effectués à des tiers. Sans entrer dans les détails, notamment ceux qui proviennent de la cession d'affaire en réassurance, la valeur ajoutée des assurances est calculée de la façon suivante :

$$VA = CA \text{ global} - RS - APT - ABSI$$

Avec CA Global = PECP + PF

Donc  $VA = PECP + PF - RS - APT - ABSI$

#### Remarque:

- P. E. C. P : primes encaissées au cours de la période
- P. F : produits financiers
- R. S : règlements de sinistres
- A. P. T : augmentation des provisions techniques
- A. B. S. I : achats de biens et services intermédiaires
- V. A : valeur ajoutée
- C. A : chiffre d'affaire
- I. R : Impôt sur le résultat

### **Application numérique**

Pour l'année 2008, la compagnie ARO avait :

PECP = Ar 53.542.000.000

PF = Ar 11.918.000.000

RS = Ar 27.109.000.000

APT = Ar 13.326.000.000

ABSI = Ar 5.024.000.000

IR = Ar 1.676.854.500

En 2008, la valeur ajoutée de la compagnie est de Ar 20.001.000.000. La répartition de cette valeur ajoutée donne lieu au paiement des salaires, dividendes, et impôts indirects. Le reliquat constitue le profit brut de la compagnie. D'après la formule en comptabilité nationale, le PIB = VAB + IR

Donc la part de la compagnie d'assurance ARO dans le PIB de Madagascar est de Ar 21.677.854.500

### **Section IV : L'INFLUENCE DE L'ASSURANCE SUR LA DEVISE**

Dans certains pays, il est d'usage de présenter l'assurance comme une source de devises. En fait, il ne s'agit pas d'une règle générale. L'activité des assurances donne lieu à un certain nombre de transactions commerciale et financière avec l'étranger (paiement de primes, règlement de sinistres, mouvement de capitaux, revenus de facteurs), et seul le solde de ces règlements compte.

Bien entendu, il peut être positif ou négatif suivant les années et suivant la structure du secteur des assurances dans le pays considéré. Dans le premier cas les assurances sont une source de devises, dans le second cas elles contribuent au déficit de la balance des comptes ou en réduisant l'excédent.

#### **1<sup>ère</sup> cas : Les assurances, source de devise**

La devise est un moyen de paiements libellés en monnaie étrangère. La monnaie nationale de la France, le franc français, est considéré comme devise à Madagascar, de même qu'un dépôt en franc français auprès de la banque française fait partie de réserve en devise de Madagascar. Le terme « change » désigne quant à lui les opérations qui aboutissent à la conversion de la monnaie d'un pays en une autre monnaie ou le transfert d'argent et d'instruments de crédit au niveau international.

L'assurance est source de devise dans le cas de « réassurance acceptation », c'est-à-dire la compagnie d'assurance ARO accepte d'assurer le risque du client de l'assureur à l'étranger. En d'autre terme, l'assurance ARO devient réassureur de l'assureur. C'est la raison de dire que l'assurance est source de devise car l'assureur étranger qui coopère avec l'assurance ARO paie des primes en devise. L'assureur doit payer des primes au réassureur (ARO).

**2<sup>ème</sup> cas : Les assurances, source de déficit de la balance de compte**

Dans le cas où la compagnie cède la prime à un autre assureur à l'étranger, les assurances ne sont pas source de devise, au contraire elle entraîne le déficit de compte. C'est la réassurance cessionnaire

**Section V : LE MARCHÉ FINANCIER**

**§1- La compagnie ARO, intermédiaire financière non – monétaire**

Parmi les effets induits qu'exerce l'activité des assurances au plan macroéconomique, le plus important est sans doute celui qui s'exerce au niveau du marché financier. Nous avons noté à propos du contrôle de l'assurance par l'Etat que l'assurance conduit à l'accumulation d'une masse imposante de fonds par le biais des réserves techniques. Cela est vrai non seulement pour l'assurance-vie et capitalisation, mais aussi pour les assurances – dommages qui doivent mettre en réserve le montant des provisions pour risques en cours et celui des provisions pour sinistres à régler. Non seulement ces réserves constituent une masse considérable, mais encore elles croissent à grande vitesse avec le développement des activités d'assurance ; le total des provisions techniques est de Ar 114,579 milliards en 2008. Toutes ces provisions existent parce que le cycle de production de l'assurance est inversé : le paiement de sinistres intervient avant la prestation de service. Elles constituent donc des engagements vis-à-vis des assurés. Naturellement, ce montant n'est pas thésaurisé par les compagnies d'assurances. Il est utilisé par ces dernières pour effectuer des placements financiers, c'est-à-dire qu'il alimente une offre de fonds prêtables.

En somme, la compagnie d'assurance ARO utilise les fonds issus de leurs engagements envers les assurés pour acquérir des créances sur les agents à déficit de financement à travers le marché financier. Elle se comporte en fait comme des intermédiaires financiers non-monétaires.

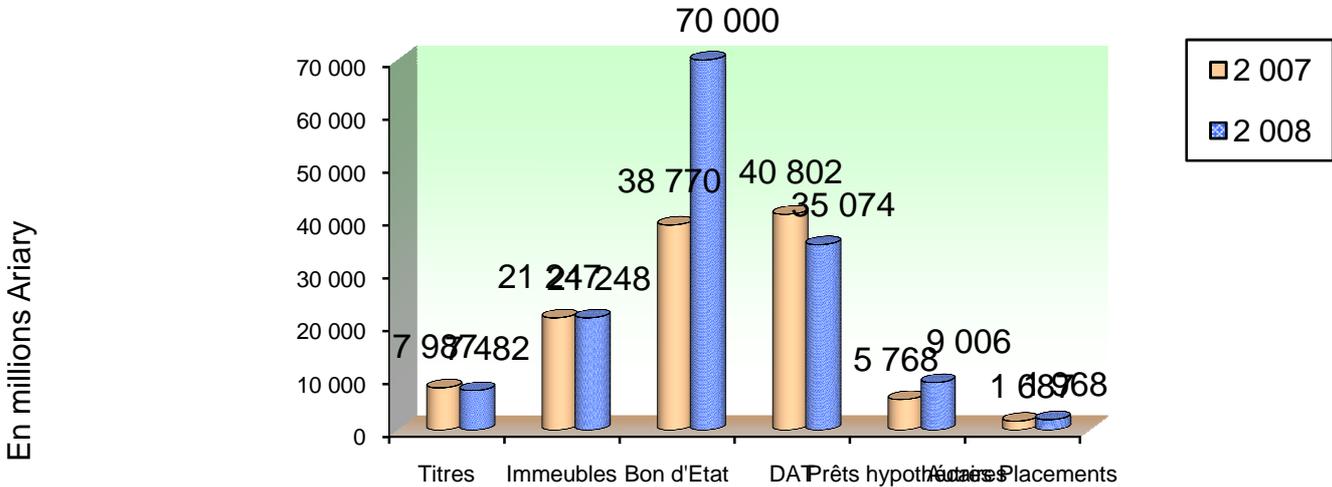
La véritable intermédiaire financière est assurée par les intermédiaires non-monétaires (la compagnie d'assurance ARO, la caisse d'épargne,...) qui recueillent les fonds des agents à excédent de ressources<sup>1</sup> et les transforment en les plaçant auprès des agents à déficit de financement<sup>2</sup>. Ceux-ci leur remettent en échange des reconnaissances de dette ou titre de la dette primaire (valeur mobilières, hypothèques, etc.), quant aux prêteurs initiaux, ils reçoivent des intermédiaires financières non-monétaire des titres de la dette secondaire (livrets d'épargne, police d'assurance, etc.). Le gain de l'intermédiaire est constitué par la différence de rémunération entre les deux types de titres.

**§2-Masse de placement et les produits de placement**

**A- MASSE DE PLACEMENT**

La masse de placements a enregistré une progression de 37% en passant de 116,261 milliards Ar en 2007 à 144,777 milliards Ar en 2008. L'augmentation provient principalement des Bons du Trésor qui se chiffrent à 70,000 milliards en 2008 contre 38,770 milliards en 2007. Cette situation confirme le rôle de la Compagnie en tant qu'investisseur.

Figure 5 : Masse des placements



Source : Rapport annuelle de la compagnie

<sup>1</sup> Les agents à excédent de ressources sont ceux qui encaissent plus qu'ils ne dépensent et qui cherchent donc à placer leurs surplus.

<sup>2</sup> Les agents à déficit de financement sont ceux qui dépendent un montant supérieur à leurs ressources du moment, notamment parce qu'ils investissent

## B-PRODUITS DES PLACEMENTS

Dans une conjoncture de baisse généralisée des taux d'intérêt, les résultats des placements financiers diminuent et passent de 11,464 milliards en 2007 à 10,661 milliards en 2008. Le rendement moyen des placements se situe ainsi à 10,53% en 2008 contre 12,59% en 2007, soit une baisse de plus de 2,06 points. Les bons d'Etat et les D.A.T sont les plus affectés par cette baisse. Le titre de participation, c'est le titre sur le financement des petites et moyennes entreprises (PME) ou des entreprises maturés qui ont besoin de financement pour développer leurs activités.

*Tableau n°14 : Résultats financiers nets (en millions d'Ariary)*

|   | 2004    |                 | 2005     |                 | 2006     |                 | 2007     |                 | 2008     |                 |
|---|---------|-----------------|----------|-----------------|----------|-----------------|----------|-----------------|----------|-----------------|
|   | Montant | Rendement moyen | Montant  | Rendement moyen | Montant  | Rendement moyen | Montant  | Rendement moyen | Montant  | Rendement moyen |
| Sur bon d'Etat                                  | 5.771,2 | 11,31 %         | 8.985,8  | 14,89 %         | 11.173,1 | 16,29 %         | 4.675,3  | 9,86 %          | 4.916,6  | 7,62 %          |
| Sur immeuble                                    | 1.168,2 | 5,93 %          | 1.506,0  | 7,36 %          | 1.873,6  | 10,05 %         | 1.493,9  | 7,04 %          | 1.687,4  | 7,94 %          |
| Sur titres de participation                     | 1.084,5 | 28,79 %         | 882,3    | 22,05 %         | 1.325,9  | 27,73 %         | 714,2    | 9,69 %          | 2.254,3  | 27,83 %         |
| Sur DAT   | 1.205,0 | 5,36 %          | 1.003,2  | 4,80 %          | 2.129,1  | 8,67 %          | 4.460,2  | 12,64 %         | 1.390,7  | 5,70 %          |
| Sur prêts hypothécaires                         | 52,7    | 1,71 %          | 133,1    | 4,34 %          | 52,3     | 1,70 %          | 55,0     | 1,71 %          | 361,6    | 4,30 %          |
| Sur autres placements                           | 39,3    |                 | 70,5     |                 | 62,1     | 11,68 %         | 65,6     | 12,64 %         | 51,0     | 4,19 %          |
| Produits de placements nets/ Réserves technique | 9.320,9 | 15,31 %         | 12.580,9 | 17,99 %         | 16.616,1 | 21,01 %         | 11.464,2 | 12,59 %         | 10.661,6 | 10,53 %         |

*Source : Rapport annuel ARO, 2008*